

Budget 2019: 4.164 postes supprimés dans la fonction publique, moins qu'annoncé

Paris, 24 sept. 2018 (AFP) -

Près de 4.170 postes seront supprimés en 2019 dans la fonction publique de l'État et ses opérateurs, selon le projet de loi de finances (PLF) présenté lundi en conseil des ministres, moins que les 4.500 annoncés par le Premier ministre Édouard Philippe.

Le PLF 2019 prévoit un solde net de 4.164 postes supprimés en équivalent temps plein (ETP), avec 8.396 suppressions d'emplois principalement au ministère de l'Action et des Comptes publics, à l'Éducation nationale et au ministère du Travail, via notamment Pôle Emploi. À l'inverse, l'Intérieur, la Justice et la Défense seront les principaux bénéficiaires des 4.232 créations de postes chiffrées.

Selon Matignon, le chiffre de postes supprimés grimpe à 4.700 en incluant près de 500 suppressions de postes "au sein de la Banque de France", soit un total légèrement supérieur à ce qu'avait annoncé le Premier ministre fin août. Ces postes de la Banque de France, qui ne figurent pas dans le PLF, ne sont habituellement pas inclus dans le périmètre.

En annonçant cet été "environ 4.500" suppressions de postes dans le budget de l'État en 2019, Édouard Philippe avait rappelé l'objectif de l'exécutif, fixé dans la loi de programmation des finances publiques, de 50.000 emplois supprimés dans la fonction publique et les opérateurs de l'État d'ici la fin du quinquennat.

Après 1.648 suppressions d'emplois annoncées dans le budget 2018 et donc 4.164 pour 2019, le gouvernement est encore loin du compte mais le secrétaire d'État à la Fonction publique, Olivier Dussopt, a souligné lundi que c'était "un peu plus que l'année dernière" et assuré que le "mouvement" allait "s'accélérer".

"Il y a des ministères où nous créons de l'emploi (et) d'autres qui font des efforts assez conséquents", a-t-il commenté lors de la présentation à la presse des schémas d'emploi du prochain budget.

Le ministère de l'Action et des Comptes publics est particulièrement mis à contribution avec 2.283 postes supprimés. Un tribut principalement payé par la direction générale des finances publiques (DGFIP) où 2.130 emplois devraient disparaître selon les syndicats.

"Une fois de plus, la DGFIP est l'administration la plus touchée", avait déjà déploré Solidaires finances publiques (1er syndicat représentatif), qui chiffre même les "suppressions d'emplois" à "38.000 depuis 2002".

L'Éducation nationale est le deuxième ministère le plus touché par les réductions d'effectifs avec 1.813 postes supprimés au global comme l'avait déjà annoncé son ministre Jean-Michel Blanquer, principalement dans le secondaire alors que le primaire bénéficiera de créations de postes.

Le ministère du Travail est l'autre grand contributeur aux suppressions de postes avec 1.618 emplois supprimés dont 1.385 dans ses opérateurs, au premier rang desquels figure Pôle Emploi.

"Nous ne supprimons pas brutalement des effectifs en demandant aux différents ministères de s'adapter à la baisse pour garantir le service", a défendu Olivier Dussopt. "On leur demande de moderniser leurs services pour nous permettre de rendre un service de même qualité avec des effectifs moindres".

Près d'un mois après l'annonce par Nicolas Hulot de sa démission, le ministère de la Transition écologique et solidaire est le dernier ministère visé par les principales réductions d'effectifs avec 1.078 postes supprimés en 2019.

clv-sp-gbh-map/cel/cam

Afp le 24 sept. 18 à 17 13.